KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.231/2
DU 26 SEPTEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 22 septembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "réglant le statut de l'armurier", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le projet s'exprime en ces termes :

> "Vu l'urgence motivée par la circonstance que la loi du 25 juillet 2008 modifiant la Loi sur les armes stipule que les articles de la Loi sur les armes qui ne sont pas encore entrés en vigueur, entrent en vigueur le 1er septembre 2008; qu'ils doivent recevoir les dispositions exécutoires nécessaires pour cette date pour que la sécurité juridique soit assurée; que pour des raisons pratiques, il est souhaitable de faire entrer en vigueur en même temps les modifications à la Loi sur les armes apportées par la même loi et de mettre un terme à la confusion régnant depuis trop longtemps en matière de l'application de la Loi sur les armes; que la partie restante de la période transitoire qui se termine le 31 octobre 2008 doit être la plus longue possible dans l'intérêt du citoyen qui veut s'en servir;".

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Il ne convient pas de faire figurer dans un texte réglementaire des obligations qui font l'objet de dispositions de niveau législatif, *a fortiori* lorsque le non-respect des dispositions réglementaires est passible de sanctions pénales (1). Il n'y a pas lieu non plus de reproduire dans un arrêté royal, même dans un code déontologique, des dispositions réglementaires existantes (2).

Il appartient à l'auteur du projet de recentrer le texte sur les obligations nouvelles que celui-ci entend prévoir.

Ainsi, par exemple, l'obligation, figurant à l'article 11 du projet, de prendre note des coordonnées de l'acquéreur d'une arme soumise à autorisation résulte déjà de l'article 11 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et la Loi sur les armes.

En outre, et plus fondamentalement, au regard des données à caractère personnel qu'il collecte, il pèse sur l'armurier davantage qu'un "devoir de discrétion", tel qu'il est mentionné à l'article 12 du projet : l'utilisation des données est en effet soumise, de plein droit, à l'ensemble des exigences en la matière prévues par la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les articles 11 et 12, en tout cas, doivent être omis.

---

(1) En outre, indépendamment même de cette qualification pénale, il n'y a pas de nécessité de rappeler, comme à l'article 19, l'obligation de respecter la légalité, "les dispositions impératives", l'ordre public et le code déontologique. Pareil rappel est même ambigu en ce qu'il semble faire de cette disposition la source des obligations que la disposition énumère. L'adverbe "vigoureusement", à l'article 19, alinéa 1er, suscite en outre l'interrogation.

(2) Il n'est pas nécessaire, au demeurant, de définir, comme à l'article 9, alinéa 3, la notion de code déontologique. Dépourvue de portée normative propre, cette disposition peut être omise.

2. Les dispositions qui seront maintenues dans le code déontologique à la lumière de l'observation qui précède devront tenir compte de l'article 23, alinéa 1er, de la Loi sur les armes, aux termes duquel

> "[l]es contrevenants aux dispositions de la présente loi ou ses arrêtes d'exécution [...] seront punis d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 100 euros à 25.000 euros, ou d'une de ces peines seulement".

S'agissant de l'incrimination pénale des obligations prévues par les arrêtés d'exécution de cette loi, cette disposition doit être interprétée raisonnablement, comme ne se rapportant qu'à celles des dispositions desdits arrêtés prévoyant des obligations susceptibles, par leur nature même, de recevoir une qualification pénale.

Toutes les obligations mentionnées dans le code déontologique prévu par l'article 35, 4/, de la loi, tel qu'il est libellé dans le chapitre II du projet, ne sont pas d'une nature telle qu'elles méritent une telle qualification. En revanche, plusieurs d'entre elles méritent cette qualification.

Il appartient à l'auteur du projet d'exposer expressément dans le dispositif quelles sont les dispositions tombant dans le champ d'application de l'article 23, alinéa 1er, de la Loi sur les armes, précité. Il n'est en tout cas pas admissible, au regard de cette dernière disposition, de prévoir de manière générale, comme à l'article 9, alinéa 2, du projet, que "[l]'inobservation du code n'est pas constitutive d'une infraction pénale".

Conformément au principe de légalité des incriminations résultant notamment de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution et de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme, les faits érigés en infraction devront être définis en des termes suffisamment clairs, précis et prévisibles pour permettre aux justiciables de savoir à l'avance quels actes ou omissions engagent leur responsabilité pénale.

3. Puisque l'arrêté en projet prévoira, comme suite aux observations qui précèdent, des obligations dont le non-respect peut faire l'objet d'une sanction pénale ou d'une mesure de suspension, de retrait ou de limitation de l'agrément [(3)], il ne pourra rétroagir.

L'article 22 sera omis.

4. Comme il vient d'être exposé, plusieurs dispositions rappellent, de manière parfois insuffisante, des règles figurant dans d'autres législations ou réglementations ou contiennent des mentions sans portée normative.

Si l'auteur du projet estime utile, dans un souci d'information, de réunir en un seul texte l'ensemble de ces données juridiques avec le commentaire des dispositions de l'arrêté qui résultera du projet, il lui est loisible de le faire par exemple dans un rapport au Roi précédant l'arrêté.

5. C'est sous la réserve de ces observations générales que les observations particulières qui suivent sont émises.

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1er, il convient de mieux préciser les dispositions formant le fondement légal du projet, soit les articles 5, § 2, alinéa 1er, et 35, 4/, de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes.

---

(3) Article 7 de la Loi sur les armes; voir aussi l'article 9 du projet et l'observation particulière qu'il appelle.

2. À l'avant-dernier alinéa, il y a lieu d'écrire :

"Vu l'avis 45.231/2 du Conseil d'État, donné le 26 septembre 2008, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État;".

Dispositif

Articles 1er et 2

1. Ces dispositions prévoient que le Gouverneur transmet les demandes d'agrément au Service fédéral des armes et que celui-ci convoque ensuite les demandeurs à participer aux examens d'aptitude, lesquels se déroulent au cours du premier et du troisième trimestre de l'année.

Il s'en déduit qu'il peut se passer plus de quatre mois entre le moment où un demandeur introduit une demande d'agrément et le moment où il peut être invité à participer à l'examen d'aptitude.

Or, en vertu de l'article 31, alinéa 1er, 1/, de la Loi sur les armes, le Gouverneur doit se prononcer dans les quatre mois de la réception de la demande d'agrément.

Ces dispositions doivent donc être revues, soit en prévoyant davantage de sessions d'examens, soit en ne conditionnant pas la participation à l'examen d'aptitude à l'existence d'une demande préalable d'agrément.

2. Par ailleurs, il résulte de l'article 2, alinéa 3, que la personne inscrite à un examen et qui ne s'y serait pas présentée sans s'en être justifiée au plus tard dans les cinq jours ouvrables suivant le jour de l'examen, devra attendre au moins un an et demi avant de pouvoir à nouveau présenter l'examen d'aptitude.

Le libre choix d'une activité professionnelle étant un droit fondamental garanti, notamment par l'article 23 de la Constitution, une telle sanction pour une absence non justifiée à un examen pourrait apparaître disproportionnée.

Il y aurait à tout le moins lieu de prévoir que cette sanction ne pourra être appliquée que pour autant que la lettre de convocation à l'examen aura expressément indiqué cette exigence réglementaire et les conséquences de son non-respect.

Article 4

1. Il y aurait lieu de préciser par qui chaque membre du jury est désigné.

2. L'alinéa 1er, 3/, manque de clarté.

Il semble notamment qu'il faille écrire, dans la version française, "[...] par le président sur la base d'une liste [...]".

La portée du mot "alternativement" n'apparaît pas clairement.

Enfin, le système de nomination des membres du jury issus de l'administration sur la base de "candidatures spontanées" paraît singulier. Il serait préférable de prévoir un appel aux candidatures.

3. En ce qui concerne les représentants des organisations professionnelles représentatives des armuriers, on signalera que, n'étant pas fonctionnaires, ils n'ont pas de rôle linguistique. Il convient donc d'indiquer selon quelles modalités est déterminée leur appartenance linguistique.

En outre, le texte ne fait pas apparaître clairement si les deux représentants de ces organisations professionnelles siègent dans le jury, ou si un seul des deux siège, en fonction de la langue utilisée par le candidat.

4. Dans le texte français de l'alinéa 1er, 4/, on écrira "désigné" et non "désignés".

Article 6

À l'alinéa 3, il serait indiqué de prévoir, à la seconde phrase, dans quel délai la communication de l'information relative à la participation à l'examen suivant au service fédéral des armes doit être accomplie.

Article 8

Depuis la modification de l'article 32 de la Loi sur les armes par la loi du 25 juillet 2008, les agréments ne sont en principe plus accordés pour une durée déterminée mais indéterminée. La disposition, en vertu de laquelle les demandeurs d'un renouvellement de leur agrément étaient dispensés de prouver leur aptitude professionnelle, a conséquemment été supprimée.

En outre, en vertu de l'article 5, § 2, alinéa 3, de la Loi sur les armes, "l'aptitude professionnelle requise se rapporte à la connaissance de la réglementation à respecter et de la déontologie professionnelle, et de la technique et de l'utilisation des armes".

L'arrêté en projet ne peut donc prévoir que l'aptitude professionnelle est présumé prouvée par une pratique professionnelle. Une telle disposition transitoire devrait figurer dans la loi.

Cet article doit, dès lors, être omis.

Article 9

1. En vertu de l'article 7 de la Loi sur les armes,

> "[...] l'agrément peut être, sur décision du Gouverneur, suspendu pour une durée d'un à six mois, retiré ou limité [...] lorsque le titulaire [...] ne respecte pas les dispositions de la présente loi et des arrêtés pris pour son exécution."

La mesure consistant en un "avertissement" par le Gouverneur n'est pas expressément prévue par loi. S'il peut se concevoir que, même en l'absence de texte, le Gouverneur qui, ayant connaissance d'une infraction au code de déontologie, ne l'estime pas suffisamment grave pour constituer le motif d'une mesure prévue par la loi, avertisse néanmoins l'intéressé qu'il considère que son comportement est en infraction avec le code, l'arrêté en projet ne peut, sans méconnaître la loi, attacher un effet de droit à cet avertissement. Or, tel serait le cas, si comme le prévoit, l'alinéa 2 de l'article 9 du projet, cet avertissement était une condition pour la détermination de la sanction en cas de nouvelle infraction au code.

Cet alinéa 2 est du reste en contradiction avec l'alinéa 5 du même article, puisqu'il semble indiquer que la sanction du refus, du retrait, de la suspension ou de la limitation de l'agrément serait limitée aux cas du danger pour l'ordre public et de la récidive à la suite d'un avertissement, alors que l'alinéa 5, prévoit qu'une "mesure plus sévère" qu'un avertissement peut être jugée nécessaire dès que le Gouverneur prend connaissance d'une infraction, sans que le danger pour l'ordre public ne doive être démontré.

2. À l'alinéa 4, le Conseil d'État ne comprend pas la portée des mots "lors d'un contrôle". Il semble que tout constat d'infraction, même en dehors de tout contrôle, doit conduire au lancement d'une procédure auprès du Gouverneur.

La disposition doit être revue.

Article 16

L'alinéa 2, deuxième tiret prévoit que lorsque l'armurier est une personne morale, ses documents et son site internet doivent indiquer "le nom du représentant". Cette formulation est ambigüe : s'agit-il du "dirigeant" visé à l'article 15, alinéa 4, des organes de la personne morale ou de ceux parmi ces organes qui disposent d'un pouvoir de représentation ?

Article 17

Aucune disposition légale ou réglementaire ne justifie qu'il soit fait une différence entre les supports publicitaires selon qu'ils existent ou non au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté.

La disposition doit être revue en conséquence.

Article 21

L'alinéa 2 prévoit en réalité une condition à l'accès à la profession d'armurier, non prévue par l'article 5 de la Loi sur les armes. Cet alinéa doit être omis.

L'alinéa 3 est trop imprécis. Mieux vaudrait, pour qualifier les milieux visés, évoquer ceux qui ne respectent pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Constitution ou par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.231/2
VAN 26 SEPTEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie door de 22 september 2008 verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van het statuut van de wapenhandelaar", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in het ontwerp als volgt :

> "Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de wet van 25 juli 2008 tot wijziging van de Wapenwet bepaalt dat de artikelen van de Wapenwet die nog niet in werking zijn getreden, op 1 september 2008 in werking treden; dat ze tegen die tijd de nodige uitvoeringsbepalingen moeten krijgen opdat de rechtszekerheid gewaarborgd zou zijn; dat het om praktische redenen wenselijk is dat de door dezelfde wet aangebrachte wijzigingen in de Wapenwet op hetzelfde moment in werking treden en er een einde komt aan de al te lang heersende verwarring over de toepassing van de Wapenwet; dat het nog resterende gedeelte van de overgangsperiode die afloopt op 31 oktober 2008 in het belang van de burger die er gebruik van wil maken, zo ruim mogelijk moet zijn".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. In een verordeningstekst behoren geen verplichtingen te worden opgenomen die opgelegd zijn bij bepalingen van wetgevend niveau, a fortiori wanneer op de niet-naleving van de verordeningsbepalingen strafrechtelijke straffen staan (1). Er bestaat evenmin grond om in een koninklijk besluit, of zelfs in een deontologische code, reeds bestaande verordeningsbepalingen op te nemen (2).

De steller van het ontwerp dient de tekst opnieuw toe te spitsen op de nieuwe verplichtingen waarin hij wil voorzien.

Zo bijvoorbeeld vloeit de in artikel 11 van het ontwerp vervatte verplichting om nota te nemen van de persoonsgegevens van degene die zich een vergunningsplichtig wapen aanschaft reeds voort uit artikel 11 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie en van de Wapenwet.

Een ander en fundamenteler bezwaar is dat voor de wapenhandelaar, in het licht van de persoonsgegevens die hij verzamelt, meer dan een "discretieplicht" zoals vermeld in artikel 12 van het ontwerp geldt: voor het gebruik van die gegevens gelden immers van rechtswege alle vereisten die ter zake zijn opgelegd bij de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Artikel 11 en artikel 12 in elk geval dienen te vervallen.

---

(1) Bovendien is het, zelfs los van die strafrechtelijke kwalificatie, niet nodig om, zoals in artikel 19 gebeurt, te herinneren aan de verplichting om zich te houden aan de wettelijkheid, de "dwingende bepalingen", de openbare orde en de deontologische code. Een zodanige rappellering is zelfs dubbelzinnig doordat daardoor de indruk ontstaat dat de verplichtingen die in die bepaling worden opgesomd daaruit voortspruiten. Voorts doet de uitdrukking "leeft ... strikt na" in artikel 19, eerste lid, vragen rijzen.

(2) Afgezien daarvan is het niet nodig om, zoals in artikel 9, derde lid, het begrip deontologische code te definiëren. Deze bepaling, die geen regelgevende strekking bezit, mag vervallen.

.../...

2. Voor de bepalingen die in het licht van de voorgaande opmerking in de deontologische code behouden zullen blijven, dient rekening te worden gehouden met artikel 23, eerste lid, van de Wapenwet, naar luid waarvan :

> "[z]ij die de bepalingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten, [...] overtreden, worden gestraft met gevangenisstraf van één maand tot vijf jaar en met een geldboete van 100 euro tot 25 000 euro, of met een van deze straffen alleen."

In verband met het stellen van strafrechtelijke straffen op de niet-naleving van de verplichtingen waarin de besluiten tot uitvoering van die wet voorzien, dient deze bepaling redelijkerwijze aldus te worden geïnterpreteerd dat ze alleen van toepassing is op die bepalingen van de voornoemde besluiten die verplichtingen bevatten waaraan door hun aard zelf strafrechtelijke straffen kunnen worden verbonden.

Niet alle verplichtingen die vervat zijn in de deontologische code waarin artikel 35, 4/, van de wet voorziet, zoals die code verwoord is in hoofdstuk II van het ontwerp, zijn van dien aard dat ze zo een kwalificatie verdienen. Toch verdienen verscheidene van die verplichtingen deze kwalificatie.

De steller van het ontwerp dient in het dispositief uitdrukkelijk aan te geven welke bepalingen binnen de werkingssfeer van artikel 23, eerste lid, van de voornoemde Wapenwet vallen. In het licht van laatstgenoemde bepaling kan hoe dan niet worden aanvaard dat, zoals in artikel 9, tweede lid, van het ontwerp, op algemene wijze wordt bepaald dat "[h]et niet in acht nemen van de code ... geen strafbaar feit [uitmaakt]."

Krachtens het beginsel van de wettelijkheid van de strafbaarstellingen, dat inzonderheid voortvloeit uit artikel 12, tweede lid, van de Grondwet en uit artikel 7 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens, moeten feiten waarop een straf wordt gesteld in voldoende duidelijke, nauwkeurige en rechtszekerheid biedende bewoordingen worden omschreven, zodat de rechtzoekende vooraf kan weten voor welke handelingen of voor welk verzuim hij strafrechtelijk verantwoordelijk kan worden gesteld.

3. Aangezien het ontworpen besluit ten gevolge van de voorgaande opmerkingen verplichtingen zal bevatten waarvan de niet-naleving kan worden gestraft met een strafrechtelijke straf of met een maatregel tot schorsing, intrekking of beperking van de erkenning [(3)], mag het niet terugwerken.

Artikel 22 dient te vervallen.

4. Zoals daarnet uiteengezet is, wordt in verscheidene bepalingen op soms ontoereikende wijze verwezen naar regels die voorkomen in andere wetten of regelingen of bevatten ze vermeldingen zonder regelgevende strekking.

Als de steller van het ontwerp, vanuit de wil om te informeren, het nuttig acht om die juridische gegevens samen met de bespreking van de bepalingen van het besluit dat uit het ontwerp zal voortvloeien in één tekst samen te brengen, staat het hem vrij dat te doen, bijvoorbeeld in een verslag aan de Koning dat voorafgaat aan de tekst van het besluit.

5. Onder voorbehoud van deze algemene opmerkingen worden de volgende bijzondere opmerkingen gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid dient beter te worden aangegeven welke bepalingen de rechtsgrond van het ontwerp vormen, namelijk de artikelen 5, § 2, eerste lid, en 35, 4/, van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens.

---

(3) Artikel 7 van de Wapenwet; zie ook artikel 9 van het ontwerp en de bijzondere opmerking waartoe dat artikel aanleiding geeft.

2. Het voorlaatste lid behoort als volgt te worden gesteld:

"Gelet op advies 45.231/2 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2008, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State."

Dispositief

Artikelen 1 en 2

1. In deze artikelen wordt bepaald dat de gouverneur de erkenningsaanvragen toestuurt aan de Federale Wapendienst, die de aanvragers vervolgens oproept om deel te nemen aan de examens over de bekwaamheid die tijdens het eerste en het derde trimester van het jaar worden georganiseerd.

Daaruit volgt dat meer dan vier maanden kunnen liggen tussen het ogenblik waarop een aanvrager een erkenningsaanvraag indient en het ogenblik waarop hij uitgenodigd kan worden om deel te nemen aan een examen over de bekwaamheid.

Krachtens artikel 31, eerste lid, 1/, van de Wapenwet dient de gouverneur evenwel binnen vier maanden na de ontvangst van de erkenningsaanvraag over die aanvraag uitspraak te doen.

Deze bepalingen dienen dan ook te worden herzien, hetzij door in meer examenperiodes te voorzien, hetzij door het deelnemen aan het examen over de bekwaamheid niet afhankelijk te stellen van het bestaan van een reeds ingediende erkenningsaanvraag.

2. Voorts volgt uit artikel 2, derde lid, dat degene die voor een examen ingeschreven was maar daaraan niet heeft deelgenomen en daarvoor niet uiterlijk vijf werkdagen na het examen afdoende redenen heeft opgegeven, op zijn minst anderhalf jaar zal moeten wachten voordat hij opnieuw het examen over de bekwaamheid zal kunnen afleggen.

.../...

Aangezien de vrije keuze van een beroepsactiviteit een fundamenteel recht is, dat inzonderheid gewaarborgd wordt door artikel 23 van de Grondwet, kan een dergelijke sanctie voor ongewettigde afwezigheid op een examen buitensporig lijken.

Er zou op zijn minst moeten worden bepaald dat deze sanctie alleen kan worden toegepast voor zover de brief met de uitnodiging voor het examen dit reglementair vereiste en de gevolgen van de niet-naleving ervan uitdrukkelijk aangeeft.

Artikel 4

1. Er moet worden gepreciseerd door wie elk lid van de examencommissie wordt aangewezen.

2. Het eerste lid, 3/, is onduidelijk.

In de Franse versie lijkt te moeten worden geschreven: "[...] par le président sur la base d'une liste [...]".

De strekking van het woord "afwisselend" komt niet duidelijk tot uiting.

Ten slotte lijkt de regeling van aanwijzing van de leden van de examencommissie uit de administratie op basis van "spontane kandidaturen" vreemd. Het is verkieslijk te voorzien in een oproep tot de gegadigden.

3. Wat betreft de vertegenwoordigers van de representatieve beroepsorganisaties van wapenhandelaars, behoort er op te worden gewezen dat ze, doordat ze geen ambtenaar zijn, niet tot een taalrol behoren. Er moet dus worden aangegeven volgens welke nadere regels hun taalstelsel wordt bepaald.

Bovendien blijkt uit de tekst niet duidelijk of de twee vertegenwoordigers van deze beroepsorganisaties in de examencommissie zitting hebben, dan wel of slechts een van beiden zitting heeft, naargelang de door de kandidaat gebruikte taal.

4. In de Franse tekst van het eerste lid, 4/, schrijve men "désigné" en niet "désignés".

Artikel 6

Het lijkt wenselijk om in de tweede zin van het derde lid aan te geven binnen welke termijn de informatie betreffende de deelneming aan het volgende examen aan de Federale Wapendienst moet worden medegedeeld.

Artikel 8

Sedert de wijziging van artikel 32 van de Wapenwet bij de wet van 25 juli 2008 worden de erkenningen in principe niet meer voor een bepaalde duur, maar voor een onbepaalde duur toegekend. De bepaling luidens welke degenen die een hernieuwing van hun erkenning aanvragen, vrijgesteld waren van het bewijs van hun beroepsbekwaamheid, is bijgevolg opgeheven.

Bovendien "[heeft] de vereiste beroepsbekwaamheid [...] betrekking op de kennis van de na te leven regelgeving en van de beroepsdeontologie, en van de techniek en het gebruik van wapens", krachtens artikel 5, § 2, derde lid, van de Wapenwet.

In het ontworpen besluit mag dus niet worden bepaald dat de beroepsbekwaamheid geacht wordt bewezen te zijn door beroepspraktijk. Een dergelijke overgangsbepaling zou in de wet moeten voorkomen.

Dit artikel behoort derhalve te vervallen.

Artikel 9

1. Krachtens artikel 7 van de Wapenwet "[kan] de erkenning [...], bij beslissing van de gouverneur, worden geschorst voor een periode van één maand tot zes maanden, ingetrokken, beperkt [...], indien de houder de bepalingen van deze wet en de besluiten tot uitvoering ervan niet in acht neemt."

De maatregel van een "waarschuwing" door de gouverneur is niet uitdrukkelijk bij wet bepaald. Men kan zich weliswaar indenken dat, zelfs bij ontstentenis van een tekst, de Gouverneur, die kennis heeft van een overtreding van de deontologische code en deze niet voldoende ernstig acht om een motief op te leveren voor een bij de wet bepaalde maatregel, de betrokkene niettemin erop opmerkzaam maakt dat zijn houding in strijd is met deze code, maar bij het ontworpen besluit kan aan deze waarschuwing geen rechtsgevolg worden verbonden zonder dat de wet wordt geschonden. Dit zou evenwel het geval zijn indien, zoals het tweede lid van artikel 9 van het ontwerp bepaalt, deze waarschuwing een voorwaarde was voor de bepaling van de sanctie bij een nieuwe overtreding van de code.

Dit tweede lid is overigens in tegenspraak met het vijfde lid van hetzelfde artikel, aangezien het lijkt aan te geven dat de sanctie van weigering, intrekking, schorsing of beperking van de erkenning beperkt zou zijn tot de gevallen van gevaar voor de openbare orde en van herhaling ten gevolge van een waarschuwing, terwijl het vijfde lid bepaalt dat "een strengere maatregel" dan een waarschuwing noodzakelijk kan worden geacht zodra de Gouverneur kennis neemt van een overtreding, zonder dat het gevaar voor de openbare orde hoeft te worden aangetoond.

2. De strekking van de woorden "bij een controle" in het vierde lid is voor de Raad van State niet duidelijk. Het laat zich aanzien dat elke vaststelling van een overtreding, zelfs los van enige controle, ertoe moet leiden dat bij de Gouverneur een procedure wordt ingesteld.

De bepaling moet worden herzien.

Artikel 16

Het tweede lid, tweede streepje, bepaalt dat, wanneer de wapenhandelaar een rechtspersoon is, op zijn documenten en zijn website de "naam van de vertegenwoordiger" moet worden vermeld. Deze formulering is dubbelzinnig: gaat het om de "bestuurder" waarvan sprake is in artikel 15, vierde lid, of om de organen van de rechtspersoon dan wel om alleen die organen die een vertegenwoordigingsbevoegdheid hebben ?

Artikel 17

Geen enkele wets- of verordeningsbepaling levert grond op voor een onderscheid tussen reclamedragers naargelang ze al dan niet op het ogenblik van de inwerkingtreding van het besluit bestaan.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 21

Het tweede lid voorziet in werkelijkheid in een voorwaarde voor de toegang tot het beroep van wapenhandelaar, waarin artikel 5 van de Wapenwet niet voorziet. Dit lid behoort te vervallen.

Het derde lid is te onduidelijk. Om de bedoelde milieus aan te geven is het beter gewag te maken van die welke niet de beginselen van de democratie in acht nemen, zoals ze inzonderheid vervat zijn in de Grondwet, het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS